

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



LES PAYS DU GOLFE

Mémoire de géopolitique
du Commandant Kenichiro NAGUMO
Dans le cadre du séminaire
« Géopolitique du Proche et Moyen-Orient »

Directeur : Monsieur l'Ambassadeur Marc BONNEFOUS

Avril 2002

FICHE DOCUMENTAIRE

1 Titre du mémoire

Les pays du Golfe

2 Identité de l'auteur

Commandant (Air) Kenichiro NAGUMO (Japon)

3 Date de rédaction

08 Avril 2002

4 Division de l'officier stagiaire

B6

5 Nature de travail

Mémoire de géopolitique

6 Résumé de synthèse du travail

L'histoire du Moyen-Orient des 19^e et 20^e siècles se développait au sein d'un enchevêtrement ethnique, religieux et idéologique, d'interrogations sur la colonisation, sur le pétrole, sur les stratégies américaine, russe et européennes, etc.

Dans le présent mémoire, j'essaie d'analyser comment les pays du Golfe arabo-persique ainsi que l'Iran se sont transformés sous l'influence des pays occidentaux, depuis la fin de la première Guerre Mondiale jusqu'au début de la Guerre du Golfe.

7 Mots clés

Moyen Orient , grande Bretagne , pétrole , Etats-Unis

SOMMAIRE

Les pays du Golfe

PREMIERE PARTIE : De la Grande Bretagne aux Etats-Unis

La domination britannique

Résistance des pays du Golfe
De la Grande Bretagne aux Etats-Unis

DEUXIEME PARTIE : Pétrole

Puissance du pétrole
Influence du pétrole sur les pays du Golfe

TROISIEME PARTIE : Choc de la Révolution iranienne

Nouvelles anxiétés dans le Golfe
Riposte de l'Irak

INTRODUCTION

L'origine de la notion du « Moyen Orient » n'est pas propre à la région elle-même. C'est une notion créée par les Européens lors de l'identification de l'Orient par rapport au monde occidental.

« Proche » et « Moyen Orient », mots utilisés fréquemment dans la géopolitique du 19^{ème} siècle, indiquent la région comprenant la péninsule balkanique occupée par l'Empire ottoman. Quant à elle, la notion de « Moyen Orient », établie après la deuxième Guerre Mondiale, s'applique en général à la totalité de la péninsule arabique et à l'Afrique du Nord, mais exclue la péninsule balkanique.

Ces définitions géographiques sont, en tous cas, attribuées à cette région par les Occidentaux en fonction de leur politique internationale. Ceux-ci utilisèrent les différentes compagnies des Indes occidentales ou des Indes orientales créées par chacun d'eux et principalement tournées vers l'Inde, afin de développer leurs puissances au Moyen Orient. Notamment pour les Anglais, le Moyen Orient représente une zone étendue autour du Golf persique nécessaire à leur déploiement stratégique avant, pendant et après la Première Guerre Mondiale. Cette région a été généralement comprise comme un territoire qui s'étend depuis la Grande Bretagne, la métropole, jusqu'à l'Inde, sa colonie.

Au 19^{ème} siècle, l'intervention par les Occidentaux des régions arabes occupées par l'Empire ottoman commença en Afrique du Nord : l'Algérie, la Tunisie et l'Egypte. Dès que l'Empire ottoman fut démantelé après la Première Guerre Mondiale, la presque totalité de la zone arabe fut répartie entre la France, la Grande Bretagne et, dans une moindre mesure, l'Italie. Ces pays occupés par les Occidentaux furent, en réalité, soumis à la colonisation. Désormais, la zone était à la disposition et sous la dépendance des états capitalistes industriellement avancés. La région offrait, d'une part des sites militaro-stratégiques comme le canal de Suez, d'autre part des matières premières comme le coton dans un premier temps puis le pétrole plus tard. Ce

dernier prendra une importance économique considérable. La région arabe procurait de plus un débouché aux produits de l'industrie européenne.

A la même époque, la région du Moyen Orient fut aussi divisée entre les différents pays occidentaux. Ainsi, d'une part, le Palestine fut mise sous administration britannique, le Jordanie devint un protectorat britannique, la Syrie et le Liban des protectorats français. D'autre part, l'Irak naquit grâce à la fusion artificielle d'une partie du Kurdistan , de la Mésopotamie et du Bassora. Il fut mis sous le protectorat britannique. L'ensemble de ces nouveaux pays sont à l'origine de ce que l'on nomme aujourd'hui les « pays arabes ».

Après la Deuxième Guerre Mondiale, grâce à l'initiative sioniste, les Juifs se trouvant dispersés dans les différents pays européens furent invités à s'installer sur le sol palestinien, région arabe située à l'Est du territoire de l'ancien Empire ottoman, créée par les Britanniques, afin de construire un état de colons israéliens. Ce territoire allait devenir l'Etat d'Israël.

Au début du 20^e siècle, la Grande Bretagne a établi deux modèles de domination sur les pays du Golf. Le premier modèle, qui établit une domination indirecte, est le protectorat (l'Irak par exemple). La Grande Bretagne gouverne indirectement le pays, sous alliance, tout en garantissant son développement pour qu'il devienne un pays moderne. Ceci permet aux anglais d'économiser les coûts de gestion qu'auraient entraînés une colonisation complète. Le deuxième modèle est le mode de gestion directe où l'Angleterre influence directement le pays dominé. Avec ce modèle la Grande Bretagne offre une garantie de protection aux chefs d'états et dirigeants des pays. Cet exemple se retrouve dans les Emirats du Golf, notamment au Koweït. Ce système fonctionne également grâce à la formation et au renforcement des classes sociales qui soutiennent le pouvoir colonial. Au sein des pays arabes gouvernés par les Britanniques ou les Français, il existait les classes sociales composées de grands

propriétaires terriens ou de capitalistes qui tirent profits de leur collaboration avec le pouvoir colonial. Afin de maintenir cette domination coloniale, la Grande Bretagne et la France ont chacun installé un système permettant à ces classes dirigeantes d'occuper longtemps une place dominante dans la société de chaque pays.

Désormais sous les régimes coloniaux européens, les Etats du Moyen-Orient ont dû faire face à différents problèmes politiques, économiques et sociaux. La plupart des questions actuelles du Moyen-Orient n'existaient fondamentalement pas à l'origine. Elles naquirent à partir d'éléments extérieurs à la région. L'interprétation des ces problèmes n'est possible qu'à travers l'étude des relations entre le Moyen-Orient et l'Occident. Les régimes politiques de ces pays subissent d'ailleurs une forte influence des Etats occidentaux. Certaines frontières furent même tracées en fonction des rapports de forces entre les grandes puissances.

En effet, les Etats du Moyen-Orient colonisés luttèrent, en tâtonnant parfois, pour s'émanciper de l'impérialisme occidental, inspirés par la révolution nationaliste et le pan-arabisme qui engendrent dans cette région une histoire moderne extrêmement complexe et compliquée.

Il existait avant 1970, au sein du monde arabe, des mouvements qui luttèrent pour l'indépendance et l'unification du monde arabe face à la division suscitée par les grandes puissances.

En Égypte, un mouvement révolutionnaire renversa le régime monarchique et établit la république en 1952. La réforme foncière fut réalisée et suivie d'une démocratisation de la société égyptienne. Nasser engagea le pays dans un vaste processus de modernisation. L'Égypte s'émancipa de la domination anglaise et, après avoir définitivement chassé l'armée britannique de son territoire, nationalisa le canal de Suez. Les Égyptiens se tournèrent vers le socialisme afin de briser leur dépendance

économique vis-à-vis des pays industrialisés. Les pays voisins, tels que le Liban, établirent successivement de nouveaux états basés sur une idéologie nationaliste. Dans la péninsule arabe, les pays conservèrent cependant des régimes monarchiques féodaux, gouvernés par des chefs de tribus, qui donnèrent naissance aux différents émirats, à l'exception de la République irakienne, née après la révolution de 1958, et du Yémen qui devint une république unifiée après une révolution longue et dure.

Dans le monde arabe, il existait jusqu'aux années 70 deux types de régime différents : l'un se présentait sous la forme de républiques nationalistes, l'autre, en vigueur dans les émirats, s'apparentait aux régimes féodaux ou aux monarchies absolues.

Les pays non arabes, comme la Turquie et l'Iran, jouèrent, par contre, un rôle contre-révolutionnaire dans la stratégie mondiale des Anglais et des Américains.

Le 14 mai 1948, la veille de l'expiration du mandat britannique sur la Palestine, les immigrés juifs proclamèrent l'Etat d'Israël sur le territoire où était initialement prévu la création d'un Foyer national juif en Palestine. Plusieurs pays arabes (Egypte, Transjordanie, Syrie, Liban et Irak) déclarèrent la guerre à l'Etat d'Israël. Enfin, la Palestine fut divisée en trois parties par l'Egypte, la Jordanie et l'Israël, et la zone définie par la Grande-Bretagne comme le Foyer national juif en Palestine disparue. Depuis lors, dans la région, les conflits israélo-arabes perdurent.

Dans les années 70, à la suite de la Guerre des Six jours (1967), l'Israël occupa la totalité du territoire palestinien. L'Egypte écarta le socialisme et chercha un développement économique pro-capitaliste en introduisant activement les capitaux étrangers. Par contre, la Libye et l'Irak devinrent des leaders du nationalisme pro-socialiste dans le monde arabe.

Au cours de la deuxième moitié des années 70, lorsque le pétrole du Moyen-Orient attira l'attention des compagnies occidentales, l'importance de la région du Golfe s'accrut. Au sein de l'Arabie Saoudite ou des Emirats arabes, la classe

dirigeante, qui monopolisait l'exploitation pétrolière, jouit de profits immenses et renforça leurs régimes monarchiques. Les pays producteurs du pétrole imposèrent leur pouvoir sur les autres pays du Moyen-Orient grâce à la richesse apportée par les "pétrodollars".

L'Égypte de Sadate qui signa un traité de la paix bilatérale avec Israël fut exclue de la Ligue arabe lors du Conseil de la Ligue à Bagdad en 1978. A cette période, l'Irak, l'un des producteurs de pétrole, commença à prendre l'initiative au sein de la Ligue arabe.

L'Iran sous le régime du Chah, soutenu très fortement par les Américains, était considéré dans les années 70 comme le «gendarme du Golfe». Le Chah fut renversé par un mouvement révolutionnaire mené par les musulmans chiites. Ce fut la fin de la dynastie persique. La république islamique d'Iran fut proclamée en 1979 à l'issue d'un référendum. Désormais le pays fut gouverné par un nouveau régime révolutionnaire fondé sur l'application littérale de la loi islamique. Ceci fit peur aux Emirs des Emirats arabes du Golfe.

Se sentant menacé par la révolution islamique iranienne et la montée des mouvements chiites dans son propre pays, l'Irak entra en guerre contre l'Iran en 1980 sous prétexte de conflits territoriaux. Les plupart des pays arabes du Golfe soutinrent l'Irak dans cette guerre qui allait durer 8 ans. Sorti exsangue de cette guerre, l'Irak devint fragile économiquement et sa société se transforma rapidement.

L'Irak envahit le Koweït en août 1990 (la crise du Golfe). Les armées multinationales décidèrent de recourir à la force contre l'Irak, et la Guerre du Golfe fut déclenchée le 16 janvier 1991, jour de 23^{ème} anniversaire de la déclaration britannique de retrait du Golfe.

Cette courte introduction permet d'entrevoir comment l'histoire du Moyen-Orient des 19^e et 20^e siècles se développait au sein d'un enchevêtrement ethnique, religieux et idéologique, d'interrogations sur la colonisation, sur le pétrole, sur les stratégies américaine, russe et européennes, etc.

Dans le présent mémoire, j'essaie d'analyser comment les pays du Golfe arabo-persique ainsi que l'Iran se sont transformés sous l'influence des pays occidentaux, depuis la fin de la première Guerre Mondiale jusqu'au début de la Guerre du Golfe.

PREMIERE PARTIE : De la Grande Bretagne aux Etats-Unis

1 .1 La domination britannique

1.1.1 Lac de Grande Bretagne (Pax britannique)

Après la découverte par Vasco de Gama en 1497 de la route des Indes par le Cap de Bonne-Espérance, c'est au cours du 16^e siècle que le premier européen fit son apparition dans la région du Golfe persique. A l'époque, les routes d'échange entre l'Occident et l'Orient étaient sous le contrôle de l'Empire ottoman. Grâce à cette route

maritime nouvellement ouverte, les Européens acquirent une possibilité de commercer directement avec l'Asie en contournant le territoire ottoman. Les Portugais fondèrent des comptoirs sur les différentes côtes africaines et sur l'île d'Hormuz, qui se trouve dans le détroit d'Hormuz, pour contrôler les navires qui passaient dans les zones.

Les navires anglais, hollandais et français fréquentèrent ces côtes au cours du 17^e siècle. Ces puissances européennes, qui avaient les intérêts sur la région, entrèrent en conflit pour y établir leur supériorité maritime et entraînaient l'Empire ottoman et la dynastie Safavide (1501-1732) dans de nombreuses batailles. Les anglais en s'emparant du fort portugais de l'île d'Hormuz au début du 17^e siècle purent s'avancer dans la partie sud du Golfe. La Grande-Bretagne obtint des Safavides la promesse que les privilèges maritimes en faveur des Anglais soient garantis, moyennement son soutien militaire dans la lutte contre l'Empire ottoman avec qui la Dynastie était en guerre. Les Pays-Bas qui rivalisait avec l'Angleterre renoncèrent à leur site de l'île de Kharg et son influence sur la région diminuèrent en 18^e siècle.

Pendant les guerres napoléoniennes, la Grande-Bretagne vaincu la France et devint la puissance dominatrice du Golfe arabo-persique. Avec le déclin de l'Empire ottoman et la de dynastie persique, la Grande-Bretagne consolida sa position sur la région. Les Britanniques imposèrent un « traité la paix » aux émirs pour régler définitivement les conflits entre tribus afin de renforcer son influence politique sur les tribus locales.

Au deuxième moitié du 19^e siècle, l'Empire ottoman, la Perse de la dynastie de Qadjar, la France, la Russie et l'Allemagne essayèrent chacun d'ouvrir des voies maritimes dans le Golfe, mais la Grande-Bretagne, qui avait conclu les accord d'alliance avec les Emirs, imposa son hégémonie et bloqua tout les tentatives d'avancement des autres pays sur la région.

Avec ce traité de protectorat, la Grande-Bretagne donnait aux émirs

l'assurance d'une protection contre les agressions extérieures et, en contre partie, ceux-ci acceptaient la main mise britannique sur la politique régionale.

L'émir du Koweït signa en 1899 un traité de protectorat avec la Grande-Bretagne. La motivation anglaise de ce traité était de contrer la menace germanique que représentait le projet de construction d'un chemin de fer (Projet 3B) de Berlin à Bagdad en passant par Byzance, mais dont la destination finale était, à n'en pas douté, le Koweït.

En 1918, Après l'Allemagne perdit la guerre et se retira du Golfe, nul ne menaçait plus la Grande-Bretagne dans le Golfe. La dynastie persique de Qadjar fut tellement affaiblie qu'elle permit aux Britanniques de contrôler de sa politique intérieure. L'Empire ottoman fut au bord du démantèlement après le choc de la défaite. La Grande-Bretagne isola l'Irak de l'Empire pour leur imposer sa protection sous le mandat de l'Union des Pays.

Enfin, tous les pays de la région du Golfe passèrent, directement ou indirectement, sous influence britannique (achèvement de Pax britannique).

1.1.2 Naissance de l'Irak

La Grande-Bretagne intronisa l'Emir Faysal en 1921. Ainsi naquit la monarchie irakienne. L'Irak est un pays constitué de toute pièce par la Grande-Bretagne grâce à la cession d'une partie du territoire de l'Empire ottoman alors bord du démantèlement. Deux courants islamiques, chiïtes et sunnites, ainsi que deux ethniques, Arabes et Kurdes, coexistaient au sein du pays. Les Anglais étudièrent longuement le nouveau régime qui s'appliquerait en Irak : mise en place d'un gouverneur contrôlé directement par le gouvernement anglo-indien ou domination sous mandat comme pour les autres pays arabes. Les Anglais intronisèrent Faysal, de la famille Hachémite, qui

venait d'être expulsée de Syrie française. L'Irak devint un site stratégique important pour le bloc pro-britannique au Moyen-Orient.

Le problème du tracé de la frontière se posa entre l'Irak et le Koweït. Ce dernier était sous protection britannique depuis 1899. Afin d'empêcher d'une éventuelle infraction territoriale de l'Irak, la Grande-Bretagne décida l'appartenance des îles de Warba et Bubian au Koweït, entraînant une diminution sensible de la ligne côtière irakienne. Le problème territorial entre le Koweït et l'Irak fut une des causes de l'invasion irakienne du Koweït en 1990.

1.1.3 Modèles britannique de gouvernement

Lors de la naissance du l'Irak monarchique en 1921, la Grande-Bretagne établit deux modèles de gestion des pays de liaison. Le première était le modèle direct de gestion où la Grande-Bretagne garantit la préservation et la protection du pouvoir des émirs. Le deuxième modèle est une gestion indirecte où la Grande-Bretagne offrait son concours à la modernisation du pays d'allié. Ce deuxième mode de gestion indirecte présente un coût moins élevé que le premier.

Pour les Emirats du Golfe situés au fin fond du territoire de l'Empire ottoman, les Européens privilégiaient l'aide directe aux chefs de tribus dans le but d'établir leur domination sur la zone sans avoir à recourir à des gouverneurs nommés par la Métropole. C'est une raison qui constitua plus tard des pays d'Emirat. N'ayant pas d'activité économique locale, cette région du Golfe n'avait que peu d'intérêt pour les Occidentaux sauf comme havres pour les navires de commerce qui transportaient les marchandises entre l'Europe et les Indes ou comme sites militaires. Il suffisait donc de contrôler les chefs de tribus pour dominer la région. C'est un mode de contrôle des

« points ».

A contrario, les émirs profitèrent au maximum de la protection offerte par la présence occidentale pour briser les hostilités régionales et enrayer les pressions du gouvernement ottoman puis asseoir leur pouvoir sur les peuples. La protection anglaise permis aux petits Emirats du Golfe de préserver le système féodal au sein de leur société, tandis que en Arabie Saoudite elle servi à favoriser la fédéralisation des tribus autours d'une famille singulière.

Le cas du Koweït montre l'exemple. La famille al-Sabah gouverna le clan qui s'installa à Koweït au milieu 18^e siècle. Les Britanniques, qui s'intéressaient au site pour le commerce maritime, s'approchèrent de la famille al-Sabah. A partir de 1871, l'Empire ottoman commença à s'avancer sur le Golfe. Le Koweït se divisait en deux tendances : pro-ottomane et pro-anglaise. Mais Moubarak, soutenu par l'armée britannique, se plaça sur le trône de l'Emir. La famille Moubarak occupait désormais la tête de l'émirat de Koweït. L'Emir de Koweït signa en 1899 un traité de protectorat avec la Grande-Bretagne, dont une clause énonce « le territoire du Koweït ne devra pas être cédée sans accord de la Grande-Bretagne ». Le Koweït se plaça ainsi sous la domination britannique, et barra la route du pouvoir au camp anti-Moubarak.

Des cas similaires se reproduirent à Bahreïn et au Qatar. La Grande-Bretagne conclut successivement des traités d'amitié avec ces pays. Elle influença sur l'intronisation de Hamad (famille Halifa) en 1923 au Bahreïn et sur celle de Hamad (famille Thani) en 1935 au Qatar.

Les Anglais et les Français planifièrent de démolir l'Empire ottoman qui dominait pendant des siècle la région du Golfe et de lui substituer de nouveaux d'états. La partie arabe de l'ancien Empire fut divisée par la Grande-Bretagne et la France et Londres y installa un état monarchique en l'Irak (1921). La Grande Bretagne gouverne indirectement l'Irak, sous alliance, tout en garantissant son développement pour qu'il

devienne un pays moderne. Ceci permet aux anglais d'économiser les coûts de gestion qu'auraient entraînés une colonisation complète. La Grande-Bretagne consacra de nombreux efforts à l'Irak pour que fut mis en place un système politique moderne et qu'il devienne un état autonome pro-anglais avec la formation d'élites militaires et civiles au sein du pays.

Mais les Britanniques n'ont jamais fait d'efforts pour instaurer de système politique dans les Emirats arabes. De plus la classe dirigeante des Emirats a profité de l'analphabétisme des peuples pour maintenir la stabilité de son pouvoir politique. Ainsi, par exemple, il n'existait à Oman avant les années 70 ni hôpitaux ni système éducatif au sens moderne de terme. La classe dirigeante n'avait pas l'intention d'éduquer les peuples qui risquaient de se soulever contre eux le jour où ils auraient acquis une conscience politique. Fred Holiday, chercheur anglais, déplorait déjà à l'époque la situation de l'Oman qu'il appelle l'« Ultra-Tibet ».

Par contre dans l'Irak, Les intellectuels irakiens qui étaient contact avec les idéologies modernes formèrent les partis politiques qui revendiquaient activement l'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Dans l'armée irakienne , qui avait accueilli de nombreux provinciaux de la classe inférieure, le sentiment nationaliste de droite pro-fasciste se développa dès la deuxième partie des années 30, en réaction au nationalisme anti-anglais puis, dans les années 50, le nationalisme de gauche apparut sous l'influencé de la révolution nassérienne d'Egypte.

1.2 Résistance des pays du Golfe

1.2.1 La Révolution égyptienne et ses retombées

Après la deuxième Guerre mondiale, l’Egypte décolonisée garda encore quelques temps un régime monarchique sous tutelle britannique jusqu’à la proclamation de la République en 1953 (la Révolution égyptienne en 1952). Nasser engagea la pays dans une processus de modernisation avec réforme foncière et démocratisation des différents secteurs. Repoussant définitivement l’armée anglaise hors de son territoire, l’Egypte montra son hostilité vis-à-vis du pacte de Bagdad (alliance militaire sous égide britannique et américaine) pour s’approcher des pays non alignés ou neutres. Ainsi l’Egypte nationalisa le canal de Suez en 1956.

Pour la Grande-Bretagne, la région du Golfe avait déjà perdu de son importance stratégique à partir de l’indépendance du Pakistan et de l’Inde en 1947. Son influence sur la région décrut davantage encore après la nationalisation du canal de Suez. Ce fut le déclin de la Pax Britannique. En 1968, le Premier Ministre Wilson déclara le repli puis le retrait total de l’armée britannique en 1971 de la région du Golfe persique, zone située à l’Est de Suez. La Révolution égyptienne qui avait montré les preuves du nationalisme arabe en se débarrassant des puissance occidentale de son territoire montra la voie aux autres états arabes et permis le déclenchement des révolutions en l’Irak ou au Yémen.

1.2.2 La Révolution irakienne (le socialisme et le nationalisme arabe)

Après la deuxième Guerre mondiale, l’Irak dut affronter des difficultés économiques et les mécontentements à l’encontre du dirigeant politique s’accrurent à cause du Pacte de Bagdad mis en place par les Anglais et les Américain pour reconstituer un nouveau bloc de puissance. En 1958, un groupe d’officiers renversa la

monarchie comme l’Egypte. Le gouvernement révolutionnaire, qui fut composé principalement des communistes irakiens et des nationalistes arabes, visa une politique socialiste. La République d’Irak formait avec l’Egypte et la Syrie un noyau d’états arabes républicains. Le Général Kassem qui fut le Premier Ministre afficha une rupture totale avec les puissances occidentales. Le régime procéda lui aussi à une modernisation du pays autour d’une idéologie de gauche nationaliste jusqu’en 1961 où le gouvernement révolutionnaire fut remplacé par les Baasistes.

Dans sa politique du Golfe, l’Irak voulu jouer le rôle de leader du monde arabe basée sur le nationalisme pan-arabe. Le gouvernement irakienne privilégiait désormais l'appellation de "Golfe arabe" par rapport à celle de "Golfe persique".

Ainsi deux types de pays antagonistes co-existèrent jusqu’aux années 70 : pays «nationalistes arabes » et « émirats féodaux ». L’Irak critiqua violemment les pays des « émirats» pour leur féodalisme, le retard de modernisation et le caractère colonial et donc les traita comme des objets à « exporter la révolution ».

Sous l'influence de l’activité des partis gauches nationalistes irakiennes, les mouvements nationalistes pénétrèrent dans les pays côtiers du Golfe où les militants de la gauche nationalise se réunissaient clandestinement. Ce fut, par exemple, le cas du MNA (Mouvement Nationaliste Arabe), du PFLOG (Front Populaire de la Libération du Golfe Occupé), des groupes nationalistes créés au sein des émirats d'Oman, du Qatar et des Emirats Arabes Unies, du Front Populaire de Bahreïn, du Front de Libération Nationaliste de Bahreïn, et aussi du parti Baasiste en Irak.

Le mouvement de décolonisation dura à Doha en Oman jusqu’au milieu des années 70. D’autre part, à Bahreïn, où subsistaient de nombreux problèmes internes liés au contrôle direct par le gouverneur britannique, aux discriminations de la majorité chiites par la minorité sunnites, ou à la préférence accordée aux étrangers dans l’industrie pétrolière, des mouvements de gauche nationaliste naquirent. Après le retrait

des troupes anglaises en 1971, les grèves menés les nationalistes arabes se succédèrent. Le premier parlement¹ fut enfin ouvert en 1973.

L'Irak profita le nationalisme arabe pour revendiquer son territoire. Lorsque la Grande-Bretagne proclama l'indépendance du Koweït en 1961, le Général irakien Kassem s'empara en déclarant le Koweït le « 19^e province irakienne ». Plus tard il dénonça l'alliance anglo-koweïtien de 1899, comme s'appuyant sur l'impérialisme britannique à l'encontre de l'esprit arabe d'unification des peuples irakiens.

Le gouvernement baasiste fut formé après le coup d'Etat organisé par les baasistes en 1968. Il s'engagea davantage dans le nationalisme arabe et montra une position hostile à l'encontre de l'influence politique occidentale. Il déclara, lors du 8^{ème} congrès du parti Baath en 1974 : « Les impérialismes anglais et américain redéfinissent aujourd'hui leurs intérêts dans la région du Golfe plutôt par son pétrole que les sites stratégiques. Afin de renforcer leur main mise sur la région, ils ont envoyé des armées d'occupation et ont permis l'installation à long terme d'immigrants étrangers. Ils ont noué des alliances avec les chefs de tribus pour obtenir un droit total sur les équipements d'extraction de matières premières ». Donc l'Irak considérait que la véritable intention des impérialistes occidentaux soit d'isoler le Golfe de la zone arabe alentour afin d'empêcher l'émancipation et l'unification des peuples arabes.

Le parti Baath encourageait le peuple irakien dans sa conviction que l'Irak devait jouer le rôle essentiel dans le monde arabe : « La responsabilité et les objectifs des baasistes pour l'inspiration révolutionnaire des pays du Golfe procèdent du principe du pan-arabisme. L'Irak, est l'état arabe le plus révolutionnaire de la région et qui a le

¹ Dès lors, les partis nationalistes obtinrent 8 sièges parmi les 30 attribués aux civils. Mais en 1975, le gouvernement et le parlement s'opposèrent violemment sur la question de la loi de sécurité et d'ordre nationale, et sur la concession de la base militaire américaine. Le parlement fut dissout. Sur décision de l'Emir, les fonctions législatives sont désormais assurées par le cabinet des Ministres.

plus grand potentiel, nous avons donc la responsabilité de protéger la région contre les hostilités extérieures».

1.3 De la Grande Bretagne aux Etats-Unis

1.3.1 Retrait britannique du Golfe

L'importance de la région du Golfe pour l'Occident était non seulement reconnue en tant que sites géostratégiques car ils se trouvaient à mi-chemin entre l'Occident et les Indes, mais aussi pour ses gisements pétroliers. La demande en pétrole au niveau mondial augmenta d'année en année depuis le début du 20^e siècle. Les pays industrialisés devenaient de plus en plus dépendants de l'or noir. A l'époque où les vagues de révolution pan-arabe ou du communisme s'étendaient, régnait la crainte d'une éventuelle pénurie de pétrole alors que les Anglais se retiraient de la région en 1968. De plus, si la révolution faisait perdre le pouvoir aux chefs des émirats, l'influence occidentale sur la région du Golfe risquait de sérieusement diminuer.

Ceci incita les Américains, vainqueurs de la deuxième Guerre Mondiale, à entrer sur la scène du Golfe pour combler le vide créé par le départ des Britanniques. Les Etats-unis remplacèrent selon la Doctrine Truman, la Grande-Bretagne, cette dernière ne pouvant plus financer les aides à la Turquie et à la Grèce. C'était alors la stratégie des Alliés, tout au long de la guerre froide, de ne jamais laisser au bloc soviétique la possibilité d'étendre son influence. Les Américains remplacèrent donc les Anglais à chaque fois que ceux-ci ne pouvaient plus assumer le rôle de gardien.

Cependant l'Amérique était trop impliquée dans les affaires d'Indochine (Guerre du Vietnam) pour intervenir dans le Golfe. L'Amérique se trouva face à un

sérieux dilemme : comment faire pour maintenir l'influence occidentale sur le Golfe, si une puissance étrangère, notamment communiste, poussait ses pions après le départ des Britanniques.

Le Président Nixon présenta la Doctrine Nixon (appelée aussi "Guam Doctrine") en juillet 1969 à l'île de Guam. Dans celle-ci il déclarait privilégier désormais le désengagement des troupes au sol américaines dans les pays en cours de développement au profit des aides militaires en matériels et au soutien aérien. L'Amérique, qui avait l'expérience de l'intervention directe avec la Guerre du Vietnam, autorisa l'intervention indirecte de ses forces militaires même dans les régions où elle considérait que les menaces aux intérêts américains n'étaient pas directes. Avec ce raisonnement, les Etats-Unis décidèrent de renforcer la présence des forces alliées (force d'alliance pro-américain) dans la zone du Golfe arabo-persique occupée précédemment par les Anglais, et qui était devenue une zone militairement vide.

Les pays sur lesquels les Etats-Unis pouvaient compter, grâce à leur taille et puissance, pour assurer la sécurité de la région du Golfe étaient l'Irak, l'Arabie Saoudite et l'Iran.

L'Irak notamment se vantait d'avoir la plus puissante armée de la région arabe. Cependant ce pays, bien que prônant une indépendance totale vis à vis de l'Occident, montra des dispositions pro-soviétiques après sa révolution. De 1960 jusqu'au début des années 70, une quantité considérable d'armes fut fournie à l'armée irakienne par l'URSS.

L'Arabie Saoudite, le pays des Arabes, peu peuplée, dont le niveau d'éducation qui demeurait faible et la forte inégalité générée par la mauvaise répartition des richesses du pétrole, ne permettaient pas de garantir une ressource humaine de haut niveau pouvant former une armée puissante. D'autre part, au sein même des Etats-Unis,

l'idée du renforcement de l'Armée saoudienne dû faire face à une certaine opposition, notamment à celle des juifs américains, par crainte pour la sécurité d'Israël.

L'Iran, dont la population de 65 millions étaient constituée majoritairement des persans chiites, fut un grand pays dans la région du Golfe. Méfiant à l'égard du mouvement révolutionnaire nassérien et des baasistes irakiens, l'Iran s'approcha plutôt d'Israël.

La Perse avait toujours été menacée au Nord par la poussée russe. Cette menace diminua après la première Guerre Mondiale à cause de la révolution bolchevique et de celle bourgeoise en Russie. L'Angleterre, qui avait une grande influence sur l'Iran à cette époque, en profita pour renforcer sa main mise et soutint le coup d'état mené par Rezâ Khân², de la dynastie Pahlavi, qui se proclama Shâh. Mais G^{al} Rezâ Shâh modernisa le pays et s'approcha de l'Allemagne hitlérienne, pour écarter les influences surabondantes britanniques et soviétiques. Pendant la deuxième Guerre Mondiale, lorsque l'Allemagne entra en guerre contre l'URSS, la nécessité d'ouvrir une voie de ravitaillement vers l'Union Soviétique par la Golfe persique poussa les Alliés et divisa l'Iran en deux: l'Iran fut occupé au nord par l'URSS et au sud par l'armée britannique. L'Iran autorisa cette occupation en signant un traité avec les Alliés qui stipule que l'Iran acceptait d'ouvrir son territoire pour favoriser le ravitaillement de l'URSS. Les armées d'occupation légitimées par le traité n'ont pas été autorisées à rester en Iran plus de 6 mois après la fin de la guerre. Alors que l'armée britannique commença à évacuer le sud de l'Iran, l'armée soviétique resta dans sa zone d'occupation après la période définie. Par la suite, la création de deux républiques, la République kurde et la République d'Azerbaïdjan, fut déclarée dans la zone d'occupation soviétiques. Surpris par le comportement de l'URSS, l'Iran négocia avec celle-ci. L'Irak

² Rezâ Khân était perse de la lignée turque. Il était le chef du Cosaque mis en place par la Russie pour protéger la zone nordique de la Perse. Lorsque le commandant russe parti suite à la révolution en russe, il fut repris par les Britanniques. Il organisa un coup d'état en 1921.

soutenu par les Etats-Unis qui vint d'établir une supériorité sur l'URSS grâce au monopole des bombes atomiques obtint le retrait soviétique de la zone d'occupation. Contre parti, le Soviétique demanda des droits d'exploitation des gisements pétroliers de la région Nord d'Iran. Ainsi, les Républiques d'Azerbaïdjan et du Kurdistan furent démantelées et l'Iran fut réunifié en 1946. En fait, sous la pression américaine, le parlement iranien ne ratifia pas le traité conclu avec l'URSS et conserva ses droits d'exploitation le pétrole dans la région du Nord. Les Etats-Unis eut assez d'influence sur l'Iran à cette époque.

Donc l'Iran fut donné un rôle en tant que « gendarme du Golfe » à titre d'essai de la Doctrine Nixon. L'Iran, pays persan non arabe, a été utilisé, tout comme la Turquie, par les stratèges occidentales dans le cadre de l'Organisation du Traité de Bagdad ou l'Organisation du Traité Central (CENTO), pour encercler un monde arabe ébranlé par les mouvements révolutionnaires et nationalistes pan-arabiques, et pour contre l'invasion communiste dans le Golfe.

1.3.2 Achèvement de la doctrine Nixon

La première action militaire de l'Iran en tant que « gendarme du Golfe » se produisit le 30 novembre 1971, le jour même où l'Armée britannique termina son évacuation de la zone d'occupation du Golfe. Avant que les Emirats eût déclaré leurs indépendance, l'Iran profita de 48 heures de « vide » pour occuper définitivement les trois îles : d'Hormuz, les îlots Tumb et Mussa, situées à l'entrée du Golfe arabo-

persique, sous prétexte iranienne de récupérer un ancien territoire qui avait été occupé illégalement par les anglais³.

Grâce aux abondantes revenus du pétrole, l'Iran pu renforcer son. Lors d'une visite du Président Nixon et du Secrétaire d'Etat Kissinger en mai 1972, Nixon autorisa l'Iran à s'équiper de nouvelles armes américaines à l'exception de la bombe nucléaire. Le montant des contrats américains d'exportation des armes vers l'Iran s'éleva à 2,1 milliards de dollars en 1973, contre 0,4 milliard en 1971. La crise pétrolière provoqua une hausse du prix de baril, multiplié par 4. Cette manne permis à l'Iran de dépenser sans compter pour s'armer et les marchands d'armes américains purent se frotter les mains. En 1974, les contrats de ventes signés entre Washington et Téhéran passèrent à 4.2 milliards de dollars ce qui représentait la moitié des exportations d'armes américaines. Le Shâh devint le deuxième client, après la Pentagone, pour l'industrie militaire des Etats-Unis.

Cette militarisation à outrance fut ressenti comme une menace par les pays arabes voisins. Ce renforcement excessif de l'armée iranienne laissait supposer que l'Iran préparait une possible expansion vers les autres pays du Golfe. Le jour où l'or noir ne jailliraient plus des puits persiques, Téhéran ne s'autoriserait-il pas à attaquer les autres pays arabes pour envahir sur les zones pétrolières ? Sinon que l'Iran comptait-il faire de ces armes ? Car, le niveau d'armement étant trop important pour mâter une rébellion des opposants de Shah, mais celui-ci n'était pas assez fort pour se battre contre la force soviétique qui fut une super puissance militaire. En réalité, l'Iran fortement soutenu par les américains devint après le départ des Anglais un pays imposant de la région du Golfe grâce à sa supériorité militaire.

³ Bahrayn est constitué de trois îles dans le Golfe arabo-persique. La majorité de la population est arabe chiite. Son indépendance fut organisé par les Américains qui avaient convaincu l'Iran et un référendum sous surveillance de l'Onu eu lieu en 1970. Après le ratification par l'Iran, Bahrayn gagna officiellement son indépendance en 1971. Mais l'Iran agité à cette époque par la montée du

L'Irak, qui maintenait des relations amicales avec l'URSS et s'enorgueillait d'être le leader des pays arabes, s'inquiéta sérieusement de son voisin belliqueux et s'y opposa violemment. L'Irak protesta contre l'occupation des îlots Tumb et Mussa par l'Iran. Et puis, la tension entre les deux antagonistes existait déjà à cause des problèmes territoriaux différend à propos de la ligne frontière irano-irakienne⁴. La méfiance entre les deux pays progressait.

L'Irak fut un grand obstacle pour les Etats-Unis qui visa la doctrine Nixon et l'Iran en tant que « gendarme du Golfe ». En mai 1972, lors de la visite du Président Nixon en Iran, le Shâh d'Iran lui proposa un plan de déstabilisation du gouvernement iranien en profitant du mouvement d'opposition kurde⁵ au sein de l'Irak. Depuis janvier 1970, Mustafa al-Bazani du Parti Démocratique Kurde irakien (PKD), et Saddam Hussein du Parti Baath, négocièrent sur la reconnaissance de l'autonomie kurde. Le problème kurde irakien semblait être réglé en mars 1970 à l'issue de cette négociation grâce à certaines concessions des Baasistes. Mais al-Bazani⁶n'était pas complètement d'accord avec le gouvernement à propos de l'appartenance de Kirkut⁷. Profitant de cette situation intérieure irakienne tendue, l'Iran, l'Israël et les Etats-Unis offrir secrètement une aide militaire au PKD. Afin de soutenir l'action militaire des Kurdes, une quantité importante des armes soviétiques qui avaient été confisquées soit en Indochine par les Américains soit dans les pays arabes par les Israéliens furent expédiés sur le l'Irak en passant par l'Iran.

nationalisme, cherchait à offrir une compensation aux frustrations de son peuple en réoccupant son ancien territoire.

⁴ La frontière irano-irakienne se trouve au fleuve Schatt el Arabe. L'Iran revendique la ligne centrale du fleuve selon le droit coutumier international, tandis que l'Irak selon le traité de 1937 considère le niveau bas de l'eau du fleuve à côté d'Iran. Si l'Iran cède et accepte les vues de son antagoniste, il est obligé de passer dans le territoire irakien pour exporter le pétrole d'Abadan.

⁵ Les kurdes, dont la population supposé de 25 millions, étaient constituée majoritairement des chiïtes.(Annexe 2)

⁶ Mustafa al-Bazani est le chef du PKD (Parti Démocratique Kurde qui devint plus tard Parti Démocratique du Kurdistan).

⁷ Kirkuk est une zone pétrolière ayant une importance mondiale.

Kissinger qui avait déjà réussi à séparer l'armée égyptienne de celle israélienne souhaitait aussi une séparation des armées du plateau du Golan. Il essaya de négocier avec Hafez el Assad, de Syrie, en octobre 1973. Il était difficile d'imaginer à Washington que la Syrie accepterait la proposition américaine tant qu'elle pouvait maintenir de bonnes relations avec l'Irak. Il était donc nécessaire que les Américains trouvent les moyens de briser le soutien irakien à la Syrie. C'est pour cette raison que les Américains autorisèrent les Kurdes irakiens à se soulever contre le gouvernement central en 1974 pour provoquer une guerre civile.

Dès que la guerre civile irakienne commença, comme Kissinger l'avait prévu, el Assad accepta le retrait militaire du plateau du Golan. Le mois suivant, la Syrie rétablit ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis, suspendues depuis 7 ans.

En mars 1975, le Shah d'Iran et Saddam Hussein se rencontrèrent à l'occasion d'une conférence de l'OPEP à Alger. L'accord d'Alger fut signé. Il y fut décidé que la frontière irano-irakienne soit la ligne centrale du fleuve Schatt el Arabe et que Bagdad cesse d'aider l'Ayatollah Khomeyni⁸ qui résidait en Irak. En contre-partie Téhéran devait mettre un terme à son soutien aux Kurdes iraniens.

La rébellion kurde fut apaisée. L'Iran et les Etats-Unis réussirent à soumettre l'Irak qui était le seul pays pro-soviétique. Ce fut l'achèvement de la Doctrine Nixon et il n'existait plus dans le Golfe aucune puissance qui puisse contrer l'Iran :« gendarme du Golfe ».

⁸ L'Ayatollah Khomeyni fut chassé d'Iran car il organisa un mouvement anti-Chah contre la réforme sociale. Il fut exilé à Najaf en Irak où poursuivit son mouvement anti-gouvernemental. Il fut un personnage central de la Révolution irakienne en 1978.

DEUXIEME PARTIE : Pétrole

2.1 Puissance du pétrole

2.1.1 Conflits autour du pétrole

Lorsqu'il était ministre de la Marine en 1911, Winston Churchill, prévoyant la guerre contre l'Allemagne, modernisa la Marine britannique. L'un de ces programmes de modernisation fut de remplacer le charbon par le pétrole comme carburant de

propulsion. Pour l'Angleterre, qui ne disposait pas de pétrole, il s'agissait d'acquérir une ressource pétrolière se trouvant à l'étranger. Le gouvernement britannique s'engagea à exploiter le gisement iranien dès 1914. Il acheta au prix fort 51% des actions de la compagnie APOC (Anglo-Persian Oil Company). Dès le début de la première Guerre Mondiale, la demande en pétrole pour les nouvelles armes (chars, avions, etc.) s'accru et le pétrole devint une denrée stratégique. Après la guerre la demande en pétrole progressait toujours dans le cadre d'une utilisation industrielle.

La production de brut iranien débuta au début du 20^e siècle grâce aux capitaux anglais. Les Iraniens se sentirent injustement exploités par les capitalistes étrangers. Le nationalisme monta en Iran avec le retrait nord des troupes soviétiques. Le nationalisme iranien prit le droit de propriété sur le pétrole pour cible prochaine. Pour les Britanniques qui avait investi massivement dans le développement de l'industrie pétrolière, il était naturel que les droits d'exploitation appartiennent aux capitalistes anglais. Mais l'Iran réclama son droit de propriété sur la ressource, et demanda la révision du contrat signé avec l'AIOC⁹ dans le but d'appliquer les mêmes conditions que celles-ci accordées par capitalistes américains aux producteurs des émirats arabes du Golfe. Dans les contrats américains avec les émirats, l'investisseur et le producteur avaient décidé d'un partage équitable de 50/50.

Les négociations avec les Anglais, qui souffraient économiquement, furent rudes et difficiles. Au sein du gouvernement iranien, le mécontentement s'éleva. Malgré un compromis sur la révision de l'accord entre le gouvernement et l'AIOC (Anglo-Persian Oil Company), le parlement décida la nationalisation de l'industrie pétrolière sur la proposition de Mohamed Mossadegh alors commissaire à la Commission parlementaire du pétrole. Devenu Premier Ministre, Mossadegh nationalisa les actifs de

⁹ Appelé anciennement l'APOC. Le changement de nom de la compagnie découle du changement du nom de l'Iran en 1935.

l'AIOC(Angro-Iranian Oil Company) qu'il remplaça par la NIOC (National Iranian Oil Company).

L'Angleterre institua un blocus du pétrole iranien en guise de représailles à cette nationalisation. Les majeures (les 7 principales compagnies pétrolières appelées Seven Sisters), qui craignirent la nationalisation dans les autres pays pétrolier, boycottèrent elles aussi le brut iranien à l'initiative de l'AIOC et provoquèrent une suspension de paiement. Les autres pays arabes (l'Arabie Saoudite et Le Koweït) augmentèrent leur production pour maintenir l'approvisionnement du marché mondial¹⁰.

Les objectifs du gouvernement Mohammad Mossadegh furent, premièrement, de rétablir le pouvoir effectif du Parlement sur la politique iranienne par rapport au Shâh et, deuxièmement, de remettre l'industrie pétrolière sous un réel contrôle iranien. Le gouvernement obtint un large soutien des nationalistes et démocrates, notamment du Front National et du parti communiste irakien le Toudeh.

Les Etats-Unis s'inquiétèrent du rapprochement des communistes avec le gouvernement. N'y avait-il pas le risque de favoriser l'expansion du communisme dans un Iran qui souffrait de l'embargo anglais et de permettre un rapprochement avec l'Union soviétique ? Malgré le Président Truman, qui espérait une rapide fin du conflit anglo-iranien sans recours à la force militaire en obtenant même certaines concessions de la part des Anglais, ceux-ci réunirent leur flotte au large d'Abadan et firent une démonstration d'exercices de tirs pour montrer leur hostilité vis-à-vis de l'Iran. La nouvelle administration du Président Eisenhower (1953) considérait qu'il n'était plus possible de négocier avec le gouvernement Mossadegh. Les Américains s'entendirent avec les Anglais afin d'abattre le gouvernement nationaliste pro-communiste. Le 19

¹⁰ Saisissant cette occasion d'accroissement de la demande, l'Arabie Saoudite et le Koweït sont entrés sur le marché international pour devenir, par la suite, des producteurs importants.

août 1953, un coup d'état fomenté par la CIA renversa Mossadegh et G^{al} Fazlollah Zahedi¹¹ le remplaça.

Le pétrole irakien nationalisé fut mis sous le contrôle d'un Consortium international. Quarante pour cent de capitaux de ce consortium venaient de British Petroleum et le reste de capitaux fut détenu par les américains et hollandais. Le gouvernement iranien fut dépourvu de droit de vote sur la production et la commercialisation du brut.

2.1.2 Union des Arabes avec l'Iran

L'OPEC¹² (Organisation of Petroleum Exporting Control) fut organisée en 1960, bientôt suivie par l'OAPEC (Organisation of Petroleum Exporting Control) en 1968, dans le but de discuter et de protéger les intérêts communs des pays producteurs arabes et de l'Iran. Ils s'arrogèrent en particulier le droit un de fixer le prix du baril. Ceci était, jusqu'à cette date, le privilège des membres des Seven Sisters. De telles organisations furent utilisées comme lieu d'échange d'informations et de négociation, non seulement sur le pétrole mais aussi sur tous les sujets politiques relatifs aux pays concernés. Ces organisations permettaient de renforcer la solidarité entre les pays producteurs. D'ailleurs, les pays membres de l'OPEC pratiquèrent une hausse le prix du baril entre 1970-1971, en tenant compte que les Etats-Unis était elle aussi devenus un pays importateur du pétrole.

¹¹ G al Fazlollah Zahedi, ancien général, soutenait Mossadegh. Mais au fur et à mesure que Mossadegh s'approchait du communisme, il pris peu à peu position contre lui.

2.1.3 La stratégie pétrolière du Roi Faysal¹³

En Octobre 1973, l’Egypte et la Syrie déclenchèrent une attaque surprise contre Israël. Israël subit d’importantes pertes de char et d’avions de combat et demanda l’aide des Américains. Le Président Nixon décida en urgence de soutenir militairement Israël. Les pays producteurs de pétrole du Golfe, à l’initiative du roi Faysal d’Arabie Saoudite, prirent des sanctions envers les pays qui collaboraient avec Israël en limitant l’exportation de brut : interdiction totale vers les Etats-Unis et la Hollande qui soutenaient militairement Israël, diminution progressive à raison de 5% par mois de l’exportation vers les pays pro-israéliens. Le Roi Faysal traitait les problèmes de la Palestine dans le contexte pétrolier.

Quarante pour cent de la production pétrolière mondiale provenait à cette époque des pays arabes. La plupart des pays industrialisés dépendaient quasi-totalement de l’or noir du Moyen-Orient. Les pays producteurs de pétrole profitèrent donc de cette situation mondiale pour imposer leur position sur la politique internationale.

L’Iran entretenant des relations étroites avec les Etats-Unis et Israël eut une position distincte entre la politique et le pétrole et continua à exporter. Le prix du baril quadrupla en 3 mois, selon la décision des pays producteurs arabes. Cette hausse brutale entraîna une crise pétrolière sans précédent et par la suite provoqua une récession économique qui frappa le monde entier¹⁴.

Face aux restrictions sur l’exportation du brut et la consécutive hausse des prix, les clients ne disposaient d’aucun moyens alternatifs. Un long investissement technique et financier était nécessaire avant de commencer l’exploitation réelle des

¹² Les pays membres de l’OPEP en 1960 étaient cinq : l’Arabie Saoudite, le Koweït, l’Irak, l’Iran et le Venezuela. Plus tard, l’OPEP accueillera jusqu’à 13 membres en 1992, année où l’Equateur la quitta.

¹³ Le Roi Faysal d’Arabie Saoudite a pris la tête des pays arabes dans le conflit israélo-palestinien et il a traité le problème du Moyen-Orient dans le cadre de la question pétrolière.

gisements (pas moins de 10 ans). C'est pour cette raison, d'après Kissinger, que l'Amérique, « n'hésiterait pas à entreprendre des actions militaires pour débloquer la situation, si la hausse des prix du pétrole devait étouffer notre économie ».

2.2 Influence du pétrole

2.2.1 Retombées sur les Emirats

La protection britannique au cours du 19^e siècle permirent aux émirats du Golfe de garder leur pouvoirs politique suprême.

A partir du 20^e siècle la découverte des gisements pétroliers dans la région et le développement de l'industrie pétrolière renforcer leur pouvoirs politique. Ils purent, grâce aux profits pétroliers, se détacher de la dépendance économique vis-à-vis des marchands qui pratiquaient le commerce traditionnel auprès des émirats de la péninsule arabique. Les marchands ressentirent cette crise et menèrent des mouvements contestataires contre les tribus dominantes au Koweït et à Bahrayn en 1938 (mouvements majlise). Ils revendiquaient le droit pour les marchands d'accéder aux affaires pétrolières, l'instauration d'un parlement ou une plus grande ouverture des emplois aux Bahrayniens.

Au début de l'industrialisation, des mouvements anti-émirs ou contre le pouvoir politique lié aux monopoles économiques, stimulés par le nationalisme arabe, naquirent au sein des émirats.

¹⁴ Suite à la première crise pétrolière, la conférence des pays industrialisés est organisée tous les ans depuis 1975.

Ces revendications diminuèrent au fur à mesure que le niveau de vie nationale s'améliorait grâce aux profits du pétrole. En même temps, les Emirs et le roi d'Arabie Saoudite renforçèrent leur fondement politique avec la création de lobbies favorables dans les milieux d'affaires pétrolière¹⁵.

A l'occasion de la déclaration « Stratégie pétrolière » soutenue par l'Arabie Saoudite en 1973, les pays producteurs de pétrole adaptèrent la politique de nationalisation des compagnies occidentales qui monopolisaient alors l'exploitation du pétrole. Les états augmentèrent progressivement leur taux de participation dans les capitaux des compagnies. En 1974, dans le capital d'Aramco, la part du Koweït, du Qatar et de l'Arabie Saoudite atteint les 60%. La plupart des principales compagnies furent nationalisées entre 1975 et 1976.

Les revenus nationaux de ces pays firent un bond : progression de 4 fois au Koweït, de 5 à 6 fois en Arabie Saoudite par rapport à la période précédant la « stratégie pétrolière ». Cette richesse permis d'élever le niveau de vie, de mettre en place des systèmes sociaux et éducatifs, et de mettre en œuvre une distribution de terres, tout en accédant à la société de consommation.

Dans les émirats du Golfe, cette politique de «distribution des fruits du pétrole au niveau national» fut nécessaire et efficace pour obtenir un consensus national sur la classe dirigeante et maintenir le régime dirigé par une poignée de clans.

Contrairement à une critique souvent adressée aux pays arabes dans les milieux internationaux dénonçant l'«inexistence de la démocratie », la Diwanyah (réunion des membres du clan) pourrait être considérée comme une sorte d'appareil démocratique, spécifique aux pays arabes et qui aurait une fonction de régulation des

¹⁵ En Arabie Saoudite, les principaux revenus de l'Etat étaient, jusqu'en 1960, la taxe douanière d'importation. Après que la hausse des prix du baril est intervenue en 1974, les impôts directs sur les salaires et la plupart des taxes sur les produits importés furent abandonnées. Une politique d'aides sociales et de subventions fut appliquée dans des domaines très larges : gratuité des soins médicaux et de l'éducation et du système d'aides financières aux nouveaux groupes d'affaires.

questions politiques. Dès cette époque, on appela cet outil de consensus à la manière arabe « démocratie arabe ».

Le concentration de la richesse accéléra l'écart des revenus nationaux. La famille de l'Emir koweïtien jouissait d'un revenu correspondant à 8% des recettes pétrolières nationales (1975). La concentration est telle que 31% des revenus nationaux global étaient partagés par seulement 8 % de la population (1973). Les employés koweïtiens gagnèrent triple de salaire d'un immigrés dans l'administration et le technique, et triple dans les secteurs secondaire et tertiaire .

2.2.2 Retombées sur l'Irak

L'Irak était un pays agricole. L'industrie pétrolière du pays ne dépassait pas 10 % de son Produit National Brut au cours des années 50. Vers 1958, le gouvernement révolutionnaire dressa alors un programme quinquennal pour mettre en place et développer des industries nationales autour de l'idéologie socialiste avec des investissements publics. L'Irak s'inscrivait dans la mouvance anti-coloniale inspirée par le pan-arabisme pro-socialiste. Dans le contexte de la Guerre froide, l'Irak n'avait pas la possibilité de faire appel aux financières occidentales. L'Irak s'approcha donc de l'URSS pour obtenir ces aides et fut obligé de légaliser le parti communiste, bien qu'il fut un opposant du gouvernement Baath¹⁶. Cependant, le pouvoir politique irakienne fut instable et l'activité industrielle du pays restait encore à un niveau insuffisant.

Après la deuxième Guerre mondiale, au fur à mesure que la demande mondiale de pétrole augmentait, les revenus d'exportation s'accrurent. L'Irak

¹⁶ Après la révolution de 1958, le régime politique resta instable jusqu'en 1968 où la Parti Baath dont le financement était assuré par les revenus du pétrole arriva au pouvoir.

nationalisa l'industrie pétrolière en 1972. Après la crise mondiale, la part des revenus pétroliers atteint 57 % des revenus nationaux en 1976. Son Produit Nationale Brut qui était de 3,6 milliards de dollars en 1970 passa à 53,6 milliards de dollars en 1980 (plus de 10 fois en 10 ans).

Le gouvernement mit l'accent dans son quatrième plan quinquennal de développement présenté dans la deuxième des années 70 sur la mise en place d'une infrastructure sociale et sur l'amélioration du niveau de vie du peuple. L'évolution industrielle irakienne accueillit les investissements occidentaux et les relations avec l'Ouest s'améliorèrent.

La part du PNB public représenta 80% en 1977 contre 34% en 1972. Le gouvernement baasiste devint indépendant vis-à-vis de monde économique du pays et consolida son autonomie et domination sur les opposants. Le parcours d'indépendance et consolidation du pouvoir du parti Baath ressemble à celui des émirats des émirats. A partir du moment où la classe dirigeante dispose des ressources des revenus importants, elle peut établir un solide fondement politique.

L'Irak n'ayant plus recourt aux aides financières étrangères, le parti communiste fut mis à nouveau dans la clandestinité sous le gouvernement de Saddam Hussein en 1979.

2.2.3 Du nationalisme à la solidarité des pays producteurs

Les richesses du pétrole permirent aux dirigeants des pays producteurs de consolider leur régime politique et de s'imposer sur la scène internationale. Les pays producteurs du Golfe et l'Arabie Saoudite purent ainsi influencer sur la politique internationale au titre de la « Stratégie pétrolière ».

Pour les pays non producteurs, comme l’Egypte, la Syrie ou la Palestine, des nombreux hommes émigrèrent pour travailler dans l’industrie pétrolière des pays producteurs. Les pays non producteurs bénéficièrent de l’abondant revenu envoyé par les travailleurs expatriés. D’autre part, l’Egypte et la Syrie reçurent d’importantes aides financières non-remboursables des pays producteurs en compensation de leurs efforts dans les combats contre Israël. Ces aides financières gratuites se présentaient un revenu non-négligeable pour l’Etat.

Ainsi les pays nationalistes, fiers auparavant d’être les « exportateurs de la révolution nationaliste », devinrent dépendants des pays producteurs.

L’Egypte et la Syrie furent pour l’Irak, jusqu’au début des années 1970, un modèle politique mais aussi un rival dans la course à l’hégémonie entre les pays du nationalisme arabe.

Mais lorsque la solidarité entre les pays producteur se noua, l’Irak pris le rôle de leader des pays nationalistes et aussi des principaux producteurs du pétrole du Moyen Orient.

Lors du Conseil de la Ligue tenue à Bagdad en 1978, l’Irak chassa l’Egypte, qui avait signé bilatéralement un traité de la paix avec Israël, de la Ligue arabes. Désormais, le pouvoir au sein de la Ligue se forma autour de couple Irak-Syrie.

L’Irak essayait de se rapprocher de la Syrie au vue d’une unification au nom du baasisme. Ce projet ne s’est jamais concrétisé sous régime de Saddam Hussein. Menacé par la « révolution islamique » iranienne en 1980, le Président Saddam Hussein privilégia plutôt une suprématie sur la région du Golfe basée sur l’opposition du monde arabe à Israël.

2.2.4 Les retombées du pétrole sur l'Iran

Lorsque l'armée anglaise commença son retrait du Golfe, le prix du pétrole monta et l'Iran remplaça la Grande-Bretagne comme « gendarme du Golfe ». Bénéficiant de la hausse du prix du pétrole, l'Iran profita de cette manne pour équiper l'armée du Chah. Nixon autorisa l'Iran à s'équiper de nouvelles armes américaines. Plus l'Iran achetait d'armes américaines, plus les entreprises américaines s'installaient en Iran. Ces entreprises nouèrent ainsi des relations privilégiées autour du chah avec la classe politique iranienne.

La classe supérieure profitait bien de la prospérité générée par les revenus du pétrole. Par contre la paupérisation des basses classes s'accéléra, car la concentration urbaine de la population s'accrut, tandis que le délabrement de l'agriculture et le déclin des activités artisanales s'affirmaient. Les libertés furent sérieusement atteintes sous le contrôle de la police secrète du Chah (savak): censure de la presse, oppression de la liberté d'expression, arrestation des opposants au pouvoir, tortures, etc.

En 1976 aux Etats-Unis, Jimmy Carter fut élu Président. Ce Président républicain, qui faisait du respect des droits de l'homme son idéal politique, blâma avec virulence la politique de ses prédécesseurs, celles du Président Nixon et du Président Ford, qui s'appuyaient sur l'exportation massive d'armes. Le discours de Carter a attiré la sympathie du peuple américain qui était au courant de ce qui se passait réellement en Iran en matière de droits de l'homme.

Lors de la visite du Chah aux Etats-Unis en novembre 1977, un violent affrontement se produira à Washington entre manifestants pro-monarchistes et manifestants anti-chah. Cette nouvelle fut largement diffusée en Iran. Les mouvements contre le régime du Chah prirent de plus en plus d'ampleur en Iran.

A la suite de la publication en janvier 1978 dans le journal iranien Etteradh d'un l'article qui attaquait l'Ayatollah Khomeyni, des manifestations contestataires s'organisèrent dans la ville Qom¹⁷. La manifestation dégénéra avec la mort de plusieurs manifestants. Ceci entraîna d'autres manifestations en faveur des tués de la première manifestation qui étendirent le mouvement anti-chah au niveau national.

La revendication initiale, l'application de la Constitution (respect des droits de l'homme, liberté d'expression, etc.), évolua très vite vers une revendication pour le bannissement du Chah.

Le pouvoir religieux Chiites essaya d'attirer l'attention des peuples avec des discours proclamant : « Dans le monde islamique, il n'y doit pas y avoir d'écart important entre les riches et les pauvres. Aujourd'hui de la misère fait souffrir le peuple iranien. Ceci à cause du gouvernement du Chah qui est empoisonné par l'impérialisme occidental. Il faut donc reconstruire la société selon la vérité islamique». Dirigé par Khomeyni qui fut considéré comme un successeur authentique chiite et soutenu par le peuple, les mouvements contestataires se durcirent en traitant le Chah de démon et en le désignant comme la cause de tous les maux et le symbole de l'injustice et de l'immoralité.

Le Chah fit chasser Khomeyni d'Irak où il s'était réfugié. Après avoir tenté de rester au Koweït, il se rendit enfin en France d'où il pu continuer à diriger librement le mouvement antigouvernemental, notamment à travers les médias.

En fait, la production de brut s'arrêta à cause des grèves des ouvriers dans le Sud iranien en décembre 1978. Le Chah n'ayant plus la possibilité de contrôler l'industrie pétrolière iranienne. Le pétrole était, pour les Etats-Unis, l'intérêt principal de l'Iran. Les Etats-Unis ne trouvèrent plus de raisons de continuer à fournir d'aide.

¹⁷ Qom est une ville religieuse située à 2 heures de route de Téhéran. Khomeyni fut instituteur dans une des écoles de cette ville.

Poussé par les émeutes anti-gouvernementales, le Chah quitta l'Iran pour l'Égypte le 16 janvier 1979¹⁸.

Après le retour de Khomeyni en l'Iran, le mouvement révolutionnaire devint une organisation nationale. La République islamique fut proclamée à l'issue d'un référendum (avril 1979). Ce fut la fin de la Dynastie persique qui avait duré 25 siècles. Peut-on dire que la Dynastie s'était éteinte écrasée sous le poids de pétrole ?

TROISIEME PARTIE : Choc de la Révolution iranienne

3.1 Nouvelles inquiétudes dans le Golfe

3.1.1 Retombées de la Révolution iranienne sur les pays arabes

Pour les émirats des Emirats arabes qui jouissaient d'un régime de monarchie absolue, le renversement de la monarchie iranienne par le gouvernement chiite anti-américain fut un véritable choc. A cette époque, il n'était pas inimaginable que les

¹⁸ L'ancien Chah d'Iran exilé d'abord en Égypte, s'installa par la suite au Maroc. Afin de soigner son cancer, il partit aux États-Unis en octobre 1979. Cette arrivée du Roi sur le sol américain mettra en

chiïtes, qui constituaient souvent une classe économiquement inférieure dans les pays du Golfe, pourraient se révolter contre le pouvoir existant. Dans les plupart des émirats les peuples sont chiïtes, par contre les classes dirigeantes sont souvent sunnites. Un quart de la population du Koweït est chiïte, la majorité de celle de Bahrayn est chiïte alors que les classes dirigeantes de ces pays sont sunnites, excepté à Oman où le dirigeant est ibadites

Le gouvernement révolutionnaire iranien montrait une certaine hostilité à l'encontre des régimes des Emirs, notamment de la monarchie d'Arabie Saoudite. Il accablait les émirats de reproches grâce à la radio scandant des slogans tels que : «il n'existe pas dans le Coran de notion de domination par un Roi», «l'attitude de l'Arabie Saoudite, qui noue des relations étroites avec les Etats-Unis qui soutiennent les sionistes, n'est pas correcte pour un pays islamique», «une société qui engendre une inégalité extrême est une injustice chez les musulmans», .. A partir de là, les incidents se succédèrent : occupation de la Grande mosquée de La Mecque par les extrémistes en novembre 1979, émeutes chiïtes dans la région pétrolière de Al Hassa en l'Arabie Saoudite. De même, le gouvernement iranien s'attaqua au parti Baath¹⁹ pro-socialiste : « les socialistes ne sont pas aptes à gouverner les peuples de l'Islam. » . L'influence de la révolution iranienne entraîna l'émergence de l'islamisme en l'Irak.

3.1.2 Invasion de l'URSS en Afghanistan

colère les radicalises iraniens et entraîna, quelques jours après, l'affaire de la prise d'otages de l'Ambassade américaine de Téhéran.

¹⁹ L'idéologie bassiste est l'unification pan-arabe sur la base du socialisme et du nationalisme.

Les Kurdes²⁰ dans la région septentrionale de l'Iran entamèrent des négociations avec le gouvernement révolutionnaire et revendiquaient l'autonomie du Kurdistan. Très tôt cependant, ces négociations se bloquèrent. Le gouvernement central envoya une armée pour calmer l'agitation kurde. Les Kurdes développèrent des actions de guérilla qui s'éternisèrent. L'armée iranienne, équipée d'armes de fabrication américaine, avait besoin de pièces de rechanges et le gouvernement iranien cherchait à améliorer ses relations avec les Etats-Unis afin d'acquérir son aide. Mais ce rapprochement pro-américain provoqua une violente réaction des radicaux du pays.

Lorsque l'ancienne Chah d'Iran souhaita entrer aux Etats-Unis avec l'autorisation du Président Carter en octobre 1979, les radicaux iraniens occupèrent l'ambassade des Etats-Unis de Téhéran et prirent des otages pendant 444 jours. Durant cette période l'Ayatollah Khomeyni, qui était le chef de révolution, ne fit aucune intervention en faveur des américains. Le Premier Ministre iranien Mehdi Bazargan²¹ fut plus tard contraint de démissionner pour son manque de prise de responsabilité dans la protection de l'Ambassade. Ainsi la situation iranienne restait très instable après la révolution.

Les Américains n'eurent pas recours à la force militaire dans cette affaire. C'était non seulement pour la sécurité des otages, mais aussi par crainte de pousser l'Iran à devenir un pays pro-soviétique.

En 1978, un gouvernement communiste s'était installé à Kaboul, avait mis en œuvre une réforme foncière et misé sur une plus grande liberté des femme. Mais ces mesures n'étaient pas adaptées à la société traditionnelle afghane où chaque tribu

²⁰ Les Kurdes, dans le Nord de l'Iran, formèrent un mouvement antigouvernemental pendant la révolution avec ce mot d'ordre : «Une démocratie pour l'Iran, une autonomie pour le Kurdistan ». Après la chute du régime Chah, l'autonomie des Kurdes fut presque réalisée au Kurdistan.

dispose d'un régime fort. Des mouvements antigouvernementaux violents se répandirent vite contre le pouvoir central.

En décembre 1979, l'armée soviétique envahi l'Afghanistan en invoquant «la demande des pouvoirs publiques afghans qui étaient au bord de la faillite et qui avait besoin de l'aide de l'armée soviétique».

Les occidentaux considérèrent l'invasion soviétique comme une infraction au « consentement tacite »²² existant entre la Russie et le Royaume Uni depuis le 19^e siècle pour admettre la région montagneuse afghane comme zone tampon entre les deux puissances. Les Occidentaux virent le comportement soviétique comme une violation de cet accord fondée sur l'expansionnisme soviétique en direction du Golfe arabo-persique ou de l'Océan indien, les soviétiques désirant utiliser des bases afghanes.

A l'époque, de nombreux conflits éclatèrent dans la région : guerre civile en Afghanistan, situation iranienne instable après la révolution et violents affrontements des Chiites dans la région Hassa en Arabie Saoudite. Si l'Union soviétique profitait de cette confusion pour soumettre la zone pétrolière du Golfe à son contrôle, en d'autres termes si elle faisait main basse sur ces importantes ressources énergétiques qui profitait alors aux des pays occidentaux et au Japon lesquels étaient dépendants du pétrole du Golfe, elle pourrait se placer dans une position supérieure par rapport à l'Occident. La situation signifiait une crise pour l'Ouest donc une crise stratégique mondiale pour les Etats-Unis.

Le Président Carter donna un avertissement à l'URSS en déclarant : « Nous sommes prêts à chasser, avec tous nos moyens y compris la force militaire, toutes les entreprises d'un pays tiers qui essayerait de dominer la région du Golfe ». Carter a

²¹ C'est l'Ayatollah Khomeyni qui nomma Bazargan premier Ministre. Bazargan fut le personnage clé du Front National pendant le gouvernement Mossadegh et fut premier Président de la Compagnie Nationale Iranienne du Pétrole.

déclaré que les Etats-Unis étaient prêts à protéger l'Iran contre une invasion soviétique, malgré l'anti-impérialisme américain flagrant d'un pays où les diplomates étaient pris en otages.

Les Etats-Unis avaient besoin d'une base dans un pays du Golfe pour préparer d'éventuelles opérations militaires en Iran contre l'Union Soviétique. Mais par la crainte des réactions religieuses ou nationalistes des peuples, les pays arabes ne voulurent pas offrir de base aux Américains. Pour les chefs des émirats, la menace venait plutôt de l'expansionnisme de la révolution iranienne que de l'avancement soviétique au Nord. En fait la seule base militaire que l'armée américaine obtint dans les pays du Golfe fut celle de Bahrayn où une base navale américaine était déjà installée. L'armée américaine fut obligée de se contenter de ses bases du Kenya ou du rocher de Diego Garcia dans l'Océan Indien. Cette situation américaine fut insuffisante à déployer une armée dans le Golfe, donc l'utilisation des armes nucléaires stratégiques n'était pas exclue si l'Union Soviétique descendait vers l'Iran et la zone pétrolière.

3.2 Riposte de l'Irak

3.2.1 La guerre Iran-Irak

Ce ne fut pas l'Union soviétique qui déclencha la guerre contre l'Iran. L'armée irakienne envahit la région Khuzestan du sud de l'Iran, zone de forages pétroliers, le 22 septembre 1980.

²² L'Union soviétique et la Grande Bretagne, qui n'avait pas réussi à soumettre la région montagneuse d'Afghanistan, se sont mis d'accord pour considérer cette région comme une zone tampon. La frontière afghane a été tracée par l'URSS et les Anglais.

Le commandement de l'armée iranienne fonctionnait fort mal après le nettoyage effectué au sein de l'armée par la Révolution. Des rébellions des peuples minoritaires éclatèrent en différentes régions du pays. Un quart de l'effectif de la force iranienne fut notamment envoyé au Kurdistan. L'Iran, qui avait ressenti l'invasion soviétique en Afghanistan, comme une menace sérieuse, massa ses troupes des brigades blindées sur la frontière nord. L'Iran n'eut plus la possibilité d'approvisionner les armées américaines, car les Etats-Unis avaient appliqué un embargo contre l'Iran, suite à la prise d'otages des membres de l'Ambassade américaine de Téhéran.

Malgré la suprématie de l'armée irakienne au début des combats, l'Iran résista durement à l'attaque éclair de l'ennemi et le conflit s'éternisa. Israël soutint l'armée iranienne pourtant isolée en lui fournissant des équipements militaires (missiles anti-chars²³, pièces détachées pour les armes américaines, etc.). Celle-ci pu donc résister longtemps. Selon un proverbe local « les ennemis des nos ennemis sont nos amis ». Israël se méfiait de l'expansion irakienne sur la zone pétrolière de l'Iran. Si l'Iran était divisé ou perdu, cela risquerait de favoriser l'avance de l'URSS vers le sud. En ce sens, ce soutien israélien correspondait bien à intérêt de l'Occident.

Quelles étaient les raisons de l'invasion de l'Irak en Iran ? D'abord, l'Irak se devait d'acquérir la totalité de la zone du fleuve Schatt el Arabe, pour résoudre un litige territorial²⁴ avec l'Iran. Ensuite, après la révolution iranienne, la méfiance des pays du Golfe et de l'Irak à l'égard de l'Iran s'accru, et l'Irak voulait endosser l'habit de « nouveau gendarme du Golfe » pour apaiser le sentiment d'instabilité qui régnait alors dans la région. Enfin l'Irak voulait contrôler entièrement l'exploitation du pétrole de la région méridionale de l'Iran afin de bâtir un régime solide basé sur la richesse pétrolière. Si l'Irak prenait le pétrole iranien sous son contrôle, le Parti Baath se

²³ Israël a développé une technologie permettant de percer les blindages des chars soviétiques. Ils ont offerts celle-ci aux pays arabes.

renforcerait d'avantage, au détriment du régime islamique iranien. A la veille de l'attaque irakienne, l'équilibre de puissance militaire entre les deux pays était déjà ébranlé et l'Irak affichait une certaine supériorité sur l'Iran.

En Iran, le Président de la République s'opposait au le parlement dont la majorité des membres étaient républicains et religieux. Le pouvoir politique passa aux mains des républicains islamiques qui avaient déjà pris l'armée et la police à leur contrôle. Une fois formée « l'union sacrée » de tous les courants politiques à l'intérieur du pays, la contre-offensive iranienne pu prendre forme. Grâce à une tactique basée sur de fortes pertes humaines²⁵, l'Iran libèrera progressivement les villes occupées par les irakiens. Le dernier bastion irakien Khorramchahr tomba après un dur combat de 24 heures en avril 1982.

A ce moment, l'Irak proposa un arrêt du conflit. Trois mois plus tard, l'armée iranienne se dirigea au delà de la frontière, vers Bassora, la plus grande ville du Sud, au nom d'une sanction contre Saddam Hussein. Son objectif était de déstabiliser le gouvernement de Saddam Hussein en isolant Bassora de Bagdad.

L'Irak contre-attaqua en utilisant massivement des armes chimiques qui provoquèrent des dégâts importants sur l'armée iranienne. Malgré l'interdiction de l'utilisation des armes BCN par la législation internationale, la réaction de la communauté internationale resta limitée, autorisant ainsi tacitement l'Irak à utiliser les gaz contre les iraniens. Résultat, l'Irak réussit à repousser l'armée iranienne.

²⁴ Saddam Hussein a déchiré le document du traité d'Alger signé en mars 1975 devant une caméra de télévision.

²⁵ Dans la tactique irakienne, les enfants soldats sont envoyés d'abord pour déminer physiquement un espace permettant à l'infanterie d'avancer sans « risque ». Cette pratique a été réprouvé par la communauté internationale.

Cette victoire irakienne était due, d'une part, à l'utilisation de l'arme chimique et, d'autre part, aux diverses aides en provenance des pays occidentaux et des pays producteurs de pétrole. En fait, les Américains s'inquiétant d'une éventuelle défaite de l'Irak l'informèrent régulièrement sur les localisations de l'armée iranienne observées par satellite. Une quantité importante d'armes françaises et soviétiques fut exportée vers l'Irak. L'Allemagne de l'Ouest avait construit en Irak une usine d'engrais où pouvaient être fabriqués les gaz mortels. Le Koweït et l'Arabie Saoudite n'hésitèrent pas à subventionner fortement l'Irak.

Les pays occidentaux sentaient sérieusement la menace d'une possible expansion de la révolution islamique en cas de déséquilibre militaire dans la région. Le soutien et le renforcement militaire de l'Irak étaient nécessaires pour endiguer l'influence de Téhéran. L'Occident ne souhaitait pas l'isolement international de l'Irak.

Par contre, les Etats-Unis avaient deux impératifs contradictoires dans leur politique du Golfe : premièrement, il était nécessaire pour les Etats-Unis de rétablir de bonnes relations diplomatiques avec le gouvernement de Téhéran afin d'empêcher que l'Iran ne tombe sous l'influence soviétique. Deuxièmement, il leur était impératif d'assurer son approvisionnement en pétrole en protégeant les pays producteurs du Golfe contre la révolution islamique anti-américaine. Pour les Américains, l'Iran devait être suffisamment fort pour ne pas être annexé par l'URSS, mais il ne devait pas être suffisamment puissant pour devenir une menace sur les pays arabes du Golfe. En 1986, l'Iranganate²⁶ éclata aux Etats-unis. On reprocha à l'administration Reagan des malversations financières organisées secrètement pour aider militairement à l'Iran.

²⁶ Les Américains vendaient des missiles air-sol à l'Iran, en espérant que ce dernier exercerait son influence sur le Liban pour la libération des otages américains. Le fait que l'argent de ces ventes d'armes était utilisé pour soutenir la guérilla nicaraguayenne par l'intermédiaire d'Israël fut révélé et l'administration Reagan exposée à une accusation nationale et internationale.

La force aérienne de l'Irak se mit à bombarder les équipements destinés à l'exportation du brut iranien à partir du printemps 1984, ceci afin de bloquer l'économie du pays et d'entraîner une réduction de sa capacité de déploiement militaire. En guise de riposte, l'armée de l'air Iranienne attaqua les navires de transport maritime qui arrivaient au Koweït, port de déchargement des matériels et du ravitaillement pour l'Irak. Le Koweït demanda en 1986 aux Etats-Unis et à l'URSS la protection des navires²⁷. Ils répondirent favorablement. Plus tard, les bâtiments français, anglais, italiens, hollandais et belges vinrent pour escorter les bateaux de commerce.

Le Conseil de sécurité de l'ONU adopta la résolution n°598 en 1987 : dans celle-ci était décidés l'arrêt immédiat de la guerre et le retrait de l'Iran jusqu'à une ligne de démarcation reconnue internationalement.

L'Iran qui n'occupait qu'une partie de la terre irakienne n'accepta pas cette résolution et sa ratification n'eut lieu qu'un an après. Pendant une année de suspension, l'armée irakienne se renforça grâce aux aides étrangères.

La destruction d'un Airbus d'Iran Air par un missile américain le 3 juillet 1988²⁸, provoqua rapidement la décision de Khomeyni d'arrêter les hostilités. En effet l'Iran se rendit compte à cette occasion de la gravité de cette guerre par le fait qu'il ne combattait pas seulement contre l'Irak.

3.2.2 L'invasion irakienne sur le Koweït

²⁷ Depuis son l'Indépendance en 1961, le Koweït renforçait ses relations amicales avec le bloc communiste et il établit des relations diplomatiques avec l'URSS. Ce fut le premier émirat qui reconnu par l'URSS parmi les pays du Golfe. Ce rapprochement était destiné à calmer la revendication irakienne sur le territoire koweïtien.

²⁸ L'armée américaine déclara que ce missile air-air avait été tiré par un avion de la Marine qui naviguait hors des eaux territoriales et que cet accident était dû à une erreur de reconnaissance de l'avion : un Airbus civil qui s'approchait du bâtiment américain « Vincent » aurait été pris pour un chasseur F-14 de l'armée iranienne. En fait le magazine News Week dévoila la vérité en 1992 : le « Vincent » se serait trouvé à ce moment à l'intérieur des eaux territoriale iranienne.

Deux « problèmes irakiens » se sont posés après la guerre irako-iranienne. L'un est la dette cumulée au court de 8 ans de guerre, l'autre est sa force militaire irakienne devenue redoutable dans la région.

Concernant le problème économique, l'effort de guerre considérable pour une période aussi longue fut financé par les pays arabes et les pays exportateurs d'armes. Le montant de ces dettes s'élevait à 80 milliards de dollars. Alors que l'Irak avait demandé aux Emirats l'annulation des dettes, il devait rembourser, par contre, les Européens, les Américains et les Japonais. L'Irak avait besoin des revenus du pétrole et espérait vendre celui-ci au prix fort. Cependant, l'augmentation de la production des Emirats Arabes Unis, du Koweït et de l'Iran a entraîné une stagnation des prix.

L'Irak continua après la guerre à renforcer son armement. Non seulement les contrats d'achat d'armes en cours furent honorés et ainsi continuèrent à apporter équipements et matériels mais, de plus, le gouvernement Gorbatchev continuait à vendre des armes soviétiques contre des dollars irakiens afin que le pays puisse survivre à ses difficultés économiques.

Par contre, l'Iran ne pu pas obtenir les aides occidentales nécessaires à la reconstruction du pays à cause de ses relations diplomatiques médiocres avec l'Occident. Ainsi le déséquilibre militaire entre l'Irak et l'Iran s'accéléra.

Pour l'Irak, la « solution » aux problèmes était l'annexion du Koweït par la force²⁹. L'armée irakienne envahi donc le Koweït le 2 août 1990 et soumit la totalité du territoire koweïtien. A partir de ce moment, considéré comme le début de la crise du Golfe, la montée vers la Guerre du Golfe semble inéluctable.

²⁹ L'Irak revendiquait toujours le Koweït comme partie de son territoire. D'autre part, le mécontentement envers le gouvernement des peuples iraniens, fatigués par la guerre, et le ressentiment à l'encontre du Koweït, indifférent au sort de l'Iran, sont aussi des raisons indirectes de cette attaque.

CONCLUSION

J'ai essayé d'analyser la situation du Moyen Orient depuis le début du 20^e siècle jusqu'à la veille de la guerre du Golfe en fonction du déroulement historique des évènements. Ces faits résultent tous de la combinaison de différents facteurs politiques, ethniques, religieux, stratégiques ou naturels de chaque pays, et de relations mutuelles extrêmement complexes. Il n'est donc pas très facile de ne pas laisser échapper certains éléments à prendre en compte pour une analyse détaillée.

Malgré cette complexité, j'ai essayé de démontrer quelques points suivants.

- L'influence des Occidentaux a été très importante sur la région à cause, d'une part, de la valeur stratégique de la localisation géographique du Moyen Orient et, d'autre part, du pétrole, ressource naturelle mondialement recherchée. A contrario, il est évident que les pays du Golfe ont bien profité de cette présence occidentale pour assurer leurs propres développements.
- J'ai montré certains exemples de la création de nouveaux Etats ou de transformations diverses d'Etats déjà existants, ainsi que la façon dont certains pays des Emirats consolidaient leur régime politique conservateur, à cause de pétrole.
- Les ethnies et les religions se sont entrecroisées, il est aussi important de prendre en

considération le facteur humain « sentimental », qui échappe souvent aux explications rationnelles.

- Je suis convaincu que la politique stratégique d'un Etat doit être mise en œuvre dans le but d'assurer la sécurité du pays et de réaliser le bien-être de sa population. Mais on peut voir quelques exceptions.

-- La politique stratégique est, malheureusement, parfois utilisée pour le maintien ou le renforcement de l'ordre établi.

-- Il n'est pas rare que la politique stratégique d'un pays ne tienne qu'au détriment d'un autre pays.

-- Il arrive que deux Etats collaborent tout en respectant la politique stratégique de chacun si ils se trouvent des intérêts communs ou une même orientation dans les objectifs nationaux.

-- Pour la mise en œuvre de tels objectifs, à l'échelle nationale ou internationale, la politique stratégique a quelquefois besoin de s'appuyer sur des slogans tels que « justice » ou « idéal ».

A travers de ce mémoire, j'ai essayé de démontrer que chaque pays cherche à avancer la meilleure politique stratégique afin de mettre en œuvre les missions et les objectifs de l'Etat. Ceci permet au pays de continuer à se maintenir dans une situation déterminée. Tout ce que nous avons vu résulte d'un ensemble de choix qui, pour chaque Etat, était le meilleur.

Mais la politique stratégique du pays, où il avance son intérêt national, a souvent imposé à la région une transformation de la société aux niveaux politique, économique et culturel. Ce changement a provoqué beaucoup de confusion et fait ressortir des contradictions au sein de la société du Moyen Orient en entraînant une instabilité de la région. Les grands pays interviennent de nouveau pour y exercer leur

influence. Ainsi de suite. L'histoire du Moyen Orient s'est déroulée ainsi comme une répétition, recommencement dans la continuité.

Au Japon, d'après Seconde Guerre mondiale, On a reproché sa « géopolitique » dont le seul but était de « préparer une intervention à l'encontre d'un autre pays ». Sun Tzu dit dans son l'Art de la Guerre : « Si nous connaissons mieux notre ennemi et si nous connaissons bien nous-mêmes, nous n'aurons pas peur d'affronter 100 combats». On a considéré l'étude géopolitique comme un outil de connaissance de l'« ennemi » dans le contexte de conflits pour les intérêts nationaux.

Mais, si l'on souhaite que l'humanité se développe grâce à la collaboration mutuelle entre pays, il est nécessaire de connaître et de comprendre les autres pays et les autres peuples. Les relations constructives avec les autres ne se nouent que sur la base de cette compréhension. Dans ce sens, la géopolitique est utile pour la «compréhension de l'autre ».

Est-ce qu'on continue à utiliser la géopolitique uniquement pour les brouilles internationales ?

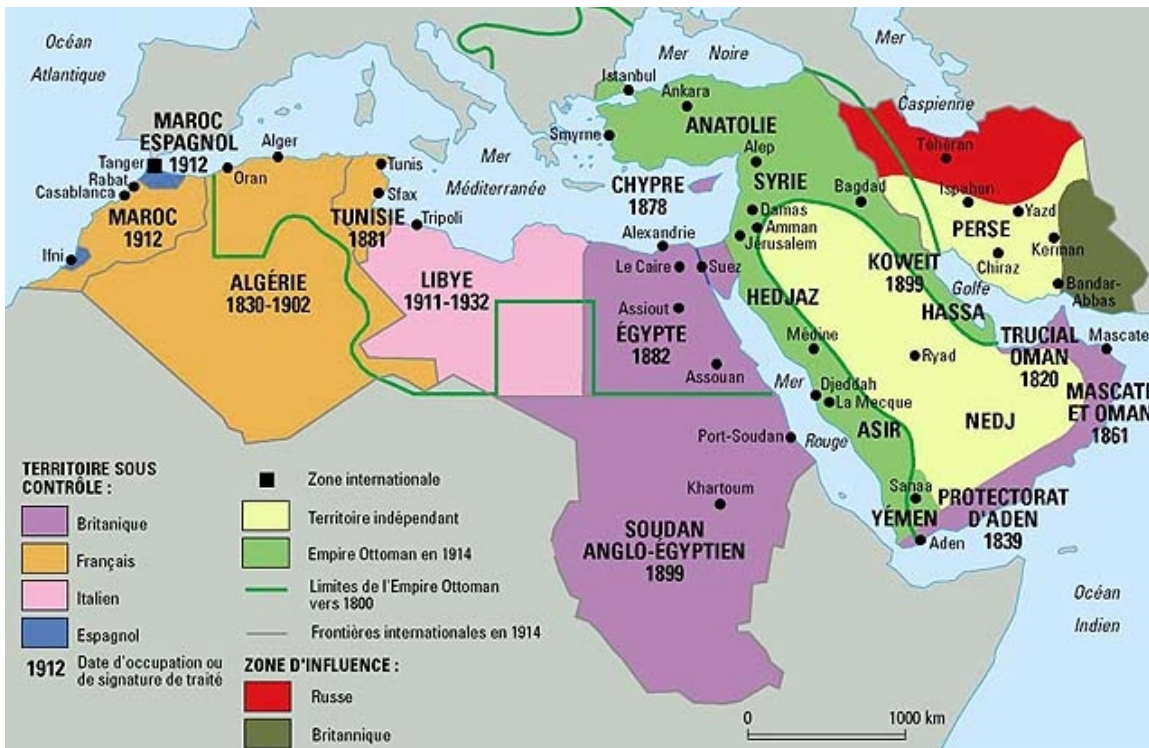
Si on utilise ce moyen pour comprendre le monde avec intelligence, l'histoire de l'humanité pourrait être écrite autrement.

REMERCIEMENTS

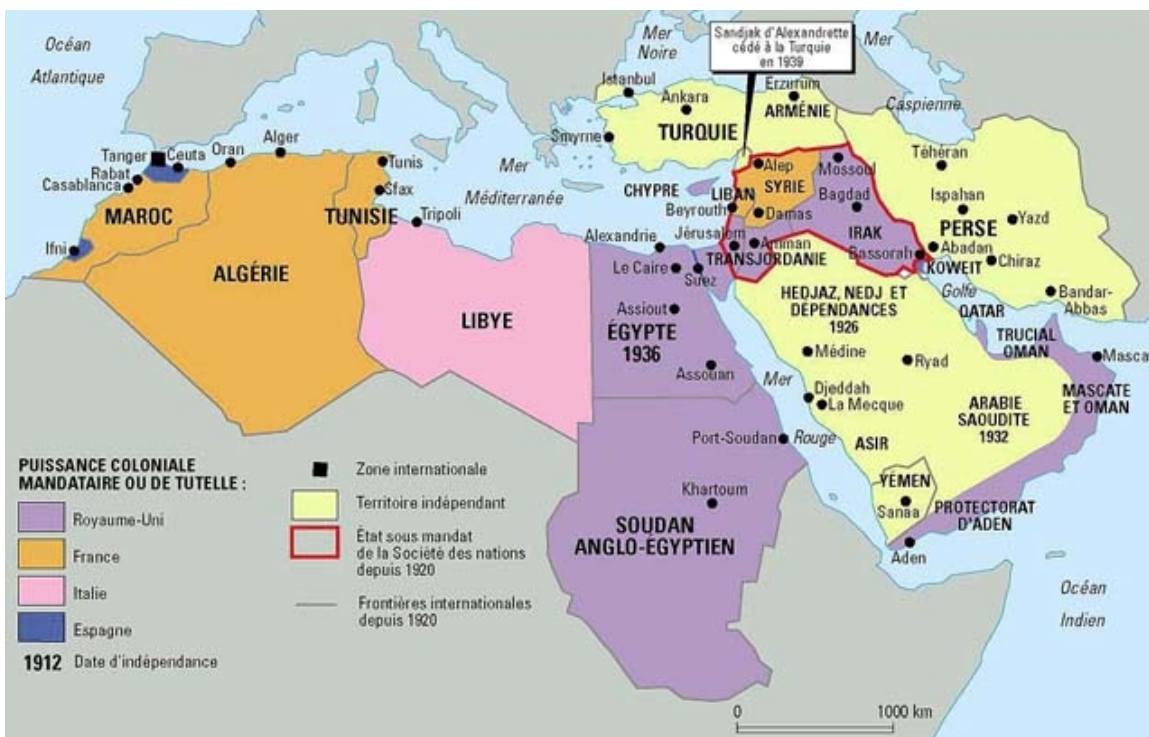
J'adresse mes profonds remerciements au CID et à la République française qui m'ont accueilli et offert l'opportunité de faire des études dans un environnement studieux et convivial. Malgré la barrière de la langue, j'ai pu y acquérir de nombreuses connaissances grâce aux excellents professeurs et stagiaires. Cette riche expérience me servira certainement dans mon métier de militaire professionnel à mon retour au Japon.

J'adresse aussi mes remerciements à tous les professeurs et étudiants français et étrangers, qui m'ont aidés et soutenus.

ANNEXE I



Le proche et moyen orient en 1914

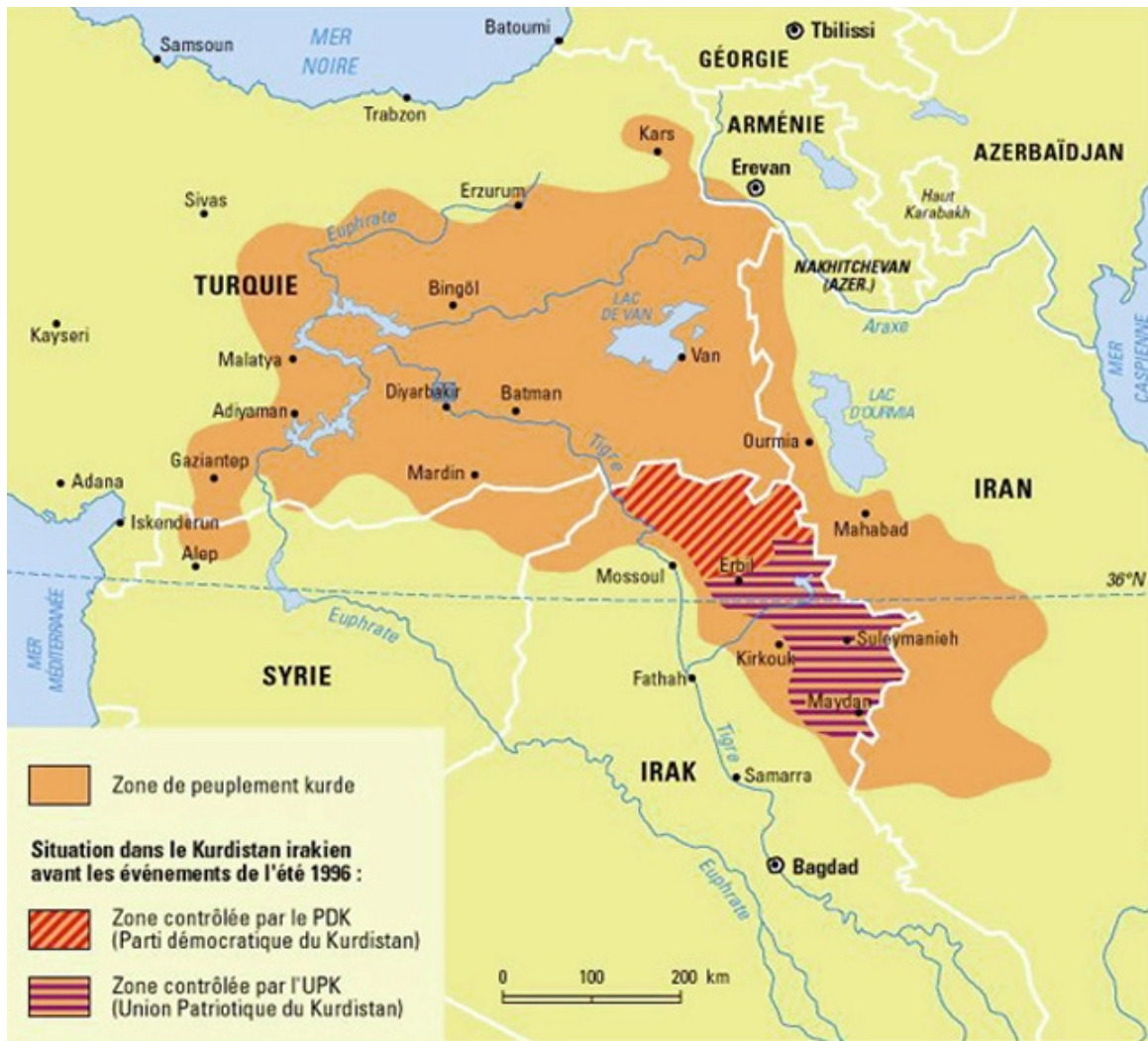


Le proche et moyen orient en 1939

Par Cécile Marin

(Le monde diplomatique : www.monde-diplomatique.fr)

ANNEXE2



Les Kurdes , un peuple divisé

Par Philippe Rekacewicz et Cécile Marin

(Le monde diplomatique : www.monde-diplomatique.fr)

ANNEXE3



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

- Aymeric Chauprade , François Thual , Dictionnaire de géopolitique , Paris ; Ellipses, 1998

- Yves Lacoste , Dictionnaire de géopolitique ,

- Pascal Boniface , Atlas des relations internationales , Paris ; Hatier 1997

- Aymeric Chauprade , Géopolitique , Paris ; Ellipses 2001

- Georges Duby , Atlas historique , Paris ; Larousse 1987

Ouvrages en japonais

- Yoshiko Kurita , Moyen orient , Tokyo ; Ohtsuki 1999

- Kazuo Takahashi , Mer enflammé , Tokyo ; Université Tokyo 1995

- 21^e siècle Kenkyu-kai , Carte islamique du monde , Tokyo ; Bunsyun-shinsyo 2002

- Reiichi Gamou , Islam , Tokyo ; Iwanami-shinsyo 1999

TABLE DES MATIERES

Introduction	4
1. De la Grande Bretagne aux Etats-Unis	9
1.1 La domination britannique	9
1.1.1 Lac de Grande Bretagne	9
1.1.2 Naissance de l'Irak	10
1.1.3 Modèles britannique de gouvernement	11
1.2 Résistance des pays du Golfe	12
1.2.1 La Révolution égyptienne et ses retombées	12
1.2.2 La Révolution irakienne	13

1.3	De la Grande Bretagne aux Etats-Unis	15
1.3.1	Retrait britannique du Golfe	15
1.3.2	Achèvement de la doctrine Nixon	18
2.	Pétrole	21
2.1	Puissance du pétrole	21
2.1.1	Conflits autour du pétrole	21
2.1.2	Union des Arabes avec l'Iran	23
2.1.3	Stratégie pétrolière de Faysal	23
2.2	Influence du pétrole	24
2.2.1	Retombées sur les Emirats	24
2.2.2	Retombées sur l'Irak	25
2.2.3	Nationalisme et solidarité des producteurs	27
2.2.4	Retombées sur l'Iran	27
3.	Choc de la Révolution iranienne	30
3.1	Nouvelles inquiétudes dans le Golfe	30
3.1.1	Retombées de la Révolution iranienne sur les pays arabes	30
3.1.2	Invasion de l'URSS en Afghanistan	30
3.2	Riposte de l'Irak	33
3.2.1	La guerre Iran-Irak	33
3.2.2	Invasion irakienne au Koweït	36

Conclusion	38
Annexe (cartes)	
Annexe1 : Le proche et moyen orient en 1914, en 1939	41
Annexe2 : Kurdes , un peuple divisé	42
Annexe3 : Moyen orient en 2002	43